

LA RÉGION BOUCLIER

Pour une Région plus sûre avec Thierry Mariani

Contre l'insécurité, une Région bouclier

La sécurité n'est pas qu'une priorité, elle est une nécessité. Le développement économique, l'installation de nouvelles entreprises, le tourisme et plus généralement le bien-être des habitants dépendent directement de la sécurité dans notre Région.

Pourtant, le bilan de Christian Estrosi et Renaud Muselier dans ce domaine est inexistant. Il se résume essentiellement à l'installation puis au démontage de portiques dans les gares, dispositifs inutiles qui auront coûté 6,8 millions d'euros. Pour la même somme, ce sont 150 agents supplémentaires qui auraient pu être

recrutés pour la sûreté ferroviaire ! C'est le choix que nous aurions fait, et que nous ferons à la tête de la Région.

Notre plan pour une Région bouclier repose sur des expériences déjà menées ailleurs en France. Nous agissons au quotidien dans les lycées, les gares et les TER, et nous accompagnerons les communes qui renforceront la protection de leurs habitants. Enfin, nous porterons une attention toute particulière aux femmes victimes de violences, en participant à leur mise à l'abri (et à celle de leurs enfants) si nécessaire.

1. UNE VRAIE POLICE RÉGIONALE DES TRANSPORTS

"On ne doit plus avoir peur en rentrant du travail ou du lycée en train."

Créée en 2003, la sous-direction régionale de la police des transports (SDRPT) est l'organe de commandement opérationnel unique de la sécurité dans les réseaux ferrés d'Île-de-France. Elle coordonne l'action des services territoriaux de police, de gendarmerie et les services de sécurité des entreprises de transports. Composée d'unités en uniforme et en civil, son autorité s'étend sur les trains mais aussi dans les gares. C'est ce modèle d'organisation que nous souhaitons reproduire en PACA, doublé d'une augmentation graduelle et significative des effectifs (pour là aussi atteindre le niveau de couverture francilien) pour en finir avec l'insécurité qui gangrène nos trains !

- Création d'une vraie Police régionale des transports, sous l'autorité du Préfet de police.
- Recrutement de 70 agents par an, pour atteindre un effectif de 500 agents en fin de mandat.
- Installation de postes dans les gares d'Avignon, Toulon et Nice comme il en existe déjà un à la gare Saint-Charles de Marseille.

LE SAVIEZ-VOUS

Entre 2018 et 2019, les violences volontaires ont progressé de 72% dans les gares et trains de la Région !

2. DES LYCÉES SÛRS POUR NOTRE JEUNESSE

"Pas de quartier pour les dealers !"

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, entre 2016 et 2019, les coups et blessures volontaires ont augmenté de 19,4% ! Notre Région est malheureusement l'une des plus violentes de France, et les plus jeunes sont parmi les premières victimes de cet ensauvagement. Les abords de trop nombreux lycées sont ainsi devenus des lieux d'affrontement et de trafics. La drogue circule et menace chacun de nos enfants, alors qu'un dangereux discours de banalisation se répand. Nous refusons cette banalisation, tout comme la légalisation du cannabis prônée par la gauche laxiste et envisagée par Renaud Muselier ! A la tête de la Région, nous mettrons en place un plan de prévention accru dans tous les lycées. Nous sécuriserons les établissements avec un audit de sécurité et financerons les travaux et équipements nécessaires. En lieu et place des « médiateurs » actuels, nous recruterons des agents de sécurité qui interviendront dans le cadre des Unités Mobiles de Sécurisation des Lycées qui seront basées dans 3 lycées référents de chaque département.

- Plan de prévention anti-drogues dans tous les lycées de la Région.
- Audit de sécurité pour chaque établissement.
- Création de 16 Unités Mobiles de Sécurisation des Lycées et recrutement de 160 agents.

LE SAVIEZ-VOUS

Renaud Muselier a estimé que la légalisation du cannabis était « une piste qu'il faut étudier ».

3. POUR LES FEMMES, LA SÉCURITÉ PREMIÈRE DES LIBERTÉS

"Ici, on respecte les femmes !"

Les violences conjugales n'ont cessé de progresser ces dernières années atteignant même une augmentation de 60% lors du second confinement, après 40% lors du premier. Récemment, dans tout le pays, des drames sont venus souligner la nécessité de protéger davantage les femmes – et leurs enfants – qui veulent échapper à cette brutalité.

Si l'actualité a tragiquement illustré des cas extrêmes, il existe aussi une insécurité du quotidien pour les femmes victimes de harcèlement de rue ou prises à partie, notamment dans les transports.

Considérant que pour toutes les femmes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, la sécurité est la première des libertés, la Région mettra tout en œuvre pour contribuer à protéger les femmes et instaurer une culture du respect.

- Réseau d'hébergements d'urgence installés dans toute la Région pour la mise à l'abri des femmes en danger.
- Wagon-sûreté dans tous les TER à partir de 21h avec assurance d'une présence humaine.
- Sensibilisation à la lutte contre le harcèlement (de rue comme en ligne) dans les lycées.
- Numéro gratuit régional dédié pour l'écoute et l'assistance aux femmes victimes de violences.

LE SAVIEZ-VOUS

En 2020, 40% des appels au 3919 – le numéro national pour les femmes victimes de violences – sont restés sans réponse faute de moyens.

4. PLAN BOUCLIER POUR LES COMMUNES

"Un maire qui se bat pour votre sécurité aura toujours la Région à ses côtés."

Les communes sont victimes d'un double abandon de l'Etat : non seulement celui-ci se désengage de plus en plus de ses missions premières et ne parvient plus à assurer la sécurité des citoyens, mais en plus les communes voient leurs dotations attribuées par l'Etat baisser années après années. Ainsi, les maires qui refusent la spirale de l'endettement à outrance se retrouvent bloqués dans leur projet, y compris quand cela concerne la protection de leurs citoyens. Nous considérons que le maire doit être un acteur majeur de la sécurité dans sa commune. Face au désengagement de l'Etat, parce que la sécurité des habitants de notre Région est une priorité absolue, nous soutiendrons tous les maires œuvrant dans ce sens en participant au financement de leurs projets avec une enveloppe annuelle de 20 millions d'euros. Enfin, nous refusons la politique gouvernementale et européenne de répartition et relocalisation des migrants et nous serons aux côtés des maires refusant qu'on leur impose.

- Plan bouclier : pour chaque euro dépensé par une commune dans un projet pour la sécurité des habitants, 1 euro financé par la Région.
- Création d'un service dédié auprès du Vice-président délégué à l'aide aux communes.
- Opposition aux relocalisations de migrants dans nos villes et villages.

LE SAVIEZ-VOUS

Dans le Vaucluse, les communes de Morières-lès-Avignon et Le Pontet, dirigées par des maires soutenus par le RN, mènent une expérience efficace et inédite dans la Région de mutualisation des polices municipales.